



Justin Turpel a la dent dure avec le Parlement, jugeant que «dans les débats, seule la charité s'y retrouve encore un peu, alors que l'engagement pour le respect de tout être humain y fait cruellement défaut».

«L'écart grandit entre citoyens et politiques»

Le député déi Lénk Justin Turpel a quitté la Chambre des députés, mardi. Retour sur 17 mois d'un mandat auquel il a mis fin pour raisons de santé.

Référendum, LuxLeaks, représentativité des citoyens, imposition : Justin Turpel expose ses vues sur les grands sujets politiques du moment. Il revient bien sûr sur son rôle de député et le fonctionnement d'une Chambre des députés dont il estime que les citoyens sont écartés sous l'influence de puissants lobbys.

Entretien avec notre rédacteur en chef, Fabien Grasser

Vous avez assisté, mardi, à votre dernière séance de la Chambre des députés. Comme cela s'est-il passé?

Justin Turpel : Il y a du regret, mais je dois aussi reconnaître qu'être député est une grande charge de travail. Cela dit, pour moi, être député, c'était la continuation de ce que j'ai fait toute ma vie : le travail militant dans les comités, les mouvements politiques, syndicaux ou contre le nucléaire. Je ne me suis jamais considéré comme un homme politique qui doit organiser la société à la place des citoyens, car ce sont eux qui devraient s'en charger. Pour beaucoup d'élus, la politique est l'art d'éviter que les citoyens s'occupent de ce qui les regarde. Et c'est quelque chose qui m'a choqué pendant ces 17 mois passés à la Chambre.

Pour vous, la politique n'est donc pas une profession?

Au niveau de l'emploi du temps, cela l'est sûrement, mais pas du point de vue de la qualification, car la meilleure qualification est encore d'être un représentant du peuple, un citoyen comme tout le monde. Mais les citoyens ne sont pas représentés correctement. Si on regarde la composition sociale de la Chambre, je crois que j'étais un des seuls à ne pas être issu d'une université. Mon école, c'était les mouvements sociaux, la lutte... Ce qui n'empêche pas de s'occuper de dossiers très techniques. Tout dossier devrait être expliqué de façon à ce que chaque député puisse savoir ce qu'il vote. Tout citoyen doit comprendre ce qui se fait à la Chambre, tout dossier devrait être vulgarisé. Ce devrait être le devoir des députés, des fonctionnaires et des conseillers de l'État. Il faut que chacun puisse voir ce qui se cache derrière les dossiers.

Et que se cache-t-il derrière?

Les projets sont souvent présentés par des gens qui défendent des intérêts particuliers, à l'exemple de la finance. On est confronté à la mainmise de certains cercles dominants de la finance ou des multinationales sur l'État et sur la politique. Il faut s'opposer à l'idée qu'il faut être spécialisé dans une branche pour pouvoir participer et contribuer au débat.

La finance paraît pourtant être un domaine complexe...

C'est particulièrement frappant pour la finance parce que les contradictions y paraissent les plus grandes entre les intérêts de 95 % de la population et les intérêts de ceux qui s'accaparent toute la richesse du monde. Ce problème se pose aussi avec les OGM, la pollution, le social. Je pense que ceux qui vivent au seuil de la pauvreté savent mieux ce qu'il faudrait changer que des dirigeants d'entreprise, engagés dans une logique de concurrence

et non de solidarité. Or la solidarité fait de plus en plus défaut dans notre société, mais également dans les débats à la Chambre où seule la charité s'y retrouve encore un peu, alors que l'engagement pour le respect de tout être humain y fait cruellement défaut.

Mardi, lors de votre dernière séance, le débat a porté sur l'affaire LuxLeaks, un sujet qui vous a beaucoup préoccupé...

Ce n'était pas intentionnel, ce n'était pas non plus le hasard. Il y a des blocages sur ce dossier depuis des mois. L'affaire est sortie le 5 novembre dernier. Après un travail de sappe de notre part mais aussi d'ONG au Luxembourg et en Europe ainsi que d'élus de la Gauche et des Verts au Parlement européen, le gouvernement a dû ouvrir le débat... Mais mardi, cela n'est pas allé très loin.

Tous les députés semblaient pourtant satisfaits. Était-ce hypocrite?

C'était d'autant plus hypocrite que personne ne veut rien changer. En fait, on veut changer ce qu'il faut changer pour ne pas changer. Si l'on prend l'échange automatique des rulings, on voit bien que c'est du tape-à-l'œil parce que le public ne verra jamais sur quoi portent les rulings. L'échange se fera entre administrations fiscales des États. Ce ne sera pas public et c'est fait exprès. Il y a un consensus en Europe pour considérer que l'échange automatique est la meilleure façon d'éviter le vrai débat.

Quel est alors le vrai débat?

Sur le fond, aussi bien l'OCDE, la Commission européenne que les partis au Luxembourg entendent maintenir la concurrence fiscale inscrite dans le traité de Maastricht. Pourtant, il faut une imposition juste pour tout le monde, y compris les multinationales et les entreprises qui agissent aux dépens de l'État et des services publics. Mais on en est loin. Le DP et le CSV sont en faveur d'un abaissement de l'impôt sur les sociétés de 28,2 % vers 15, 16 %. Le déséquilibre entre les impôts payés par les ménages, c'est-à-dire le travail, et le capital sera encore plus disproportionné. En une douzaine d'années, on est passé de moitié-moitié à un quart d'impôts payés par les sociétés contre trois quarts par les ménages. Au niveau politique, il n'y a aucune volonté de changer. La volonté ne pourra venir que de la mobilisation des gens contre l'austérité, les coupes budgétaires et la misère. Les méthodes employées en Grèce sont les mêmes que celles employées partout en Europe, sauf qu'en Grèce, c'est plus avancé. Dans le scandale LuxLeaks, le problème, ce ne sont pas spécifiquement les rulings, mais plus généralement les mécanismes d'évitement fiscal.

L'un des arguments du gouvernement dans cette affaire est de dire que le Luxembourg n'est pas le seul pays à pratiquer les rulings.

Depuis 1929, le Luxembourg joue un rôle moteur dans l'évitement fiscal. Il y a une volonté politique de créer un climat favorable aux multinationales. Cette volonté est beaucoup plus poussée au Luxembourg que dans